

DÉFIS GLOBAUX

La réponse
du Conseil de l'Europe

2017 AJUSTÉ



Appel
2016-2017

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

COOPÉRATION STRATÉGIQUE

AJUSTÉ





EUROPE DU SUD-EST

En 2016-2017, le Conseil de l'Europe a continué d'apporter aux États membres et non membres un soutien utile et opportun pour la mise en œuvre de réformes institutionnelles conformes aux normes de l'Organisation. Le Conseil de l'Europe a renforcé sa coopération stratégique avec les pays bénéficiaires sur la base de plans d'action et de documents de coopération par pays et par thème, approuvés par le Comité des Ministres.

Le présent document propose une mise à jour des informations contenues dans le chapitre 4 « Coopération stratégique » de l'Appel 2016-2017 du Conseil de l'Europe « Défis globaux – la réponse du Conseil de l'Europe ». Il donne un aperçu des priorités en matière de coopération prévues dans les plans d'action ou les documents de coopération pour chaque pays, accompagnées d'exemples de projets en cours et des besoins de financement. Il comporte aussi des références à des plans d'action thématiques. Les annexes présentent des données et statistiques financières actualisées sur les ressources extrabudgétaires du Conseil de l'Europe.

ALBANIE : DOCUMENT DE COOPÉRATION PROGRAMMATIQUE 2015-2017

THÈMES PRIORITAIRES

- ▶ Indépendance et efficacité de la justice
- ▶ Application de la Convention et de la jurisprudence de la Cour
- ▶ Lutte contre la corruption, la cybercriminalité et le crime organisé
- ▶ Lutte contre la discrimination, respect des droits de l'homme et insertion sociale – accent sur les minorités et les personnes LGBTI
- ▶ Liberté des médias et société de l'information
- ▶ Éducation et droits de l'enfant
- ▶ Gouvernance démocratique et participation

EXEMPLES DE PROJETS

- ▶ Soutien aux recours internes effectifs pour l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme
- ▶ Soutien aux initiatives visant à protéger les droits de l'homme des personnes détenues et condamnées
- ▶ Soutien aux actions contre la criminalité économique
- ▶ Prévention et lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre
- ▶ Lutte contre le harcèlement et l'extrémisme à l'école
- ▶ Aide aux réformes territoriales et de l'administration publique

1. Données valables au 1 juin 2017.

→ COÛT TOTAL¹ : 16 810 839 €
 → FINANCEMENT DISPONIBLE : 7 911 675 €
 → RESSOURCES NÉCESSAIRES : 8 899 164 €

PLAN D'ACTION POUR LA BOSNIE-HERZÉGOVINE 2015-2017

THÈMES PRIORITAIRES

- ▶ Indépendance et efficacité de la justice
- ▶ Lutte contre la discrimination et insertion sociale
- ▶ Lutte contre la corruption et la cybercriminalité
- ▶ Liberté des médias et société de l'information
- ▶ Gouvernance et participation démocratiques
- ▶ Démocratie locale
- ▶ Jeunesse, éducation

EXEMPLES DE PROJETS

- ▶ Réforme de la justice : harmonisation des pratiques judiciaires en droit civil, pénal et administratif
- ▶ Renforcement de la protection des droits de l'homme pour les personnes détenues et condamnées
- ▶ Soutien au médiateur des droits de l'homme
- ▶ Développement des capacités des administrations publiques locales (programme de formation au Leadership)
- ▶ Soutien à l'action de suivi international pour l'évaluation du processus de recensement

→ COÛT TOTAL : 10 694 122 €
 → FINANCEMENT DISPONIBLE : 5 807 805 €
 → RESSOURCES NÉCESSAIRES : 4 886 317 €

APERÇU DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION AU KOSOVO*

THÈMES PRIORITAIRES

- ▶ Promotion des droits de l'homme, de l'antidiscrimination et de la diversité
- ▶ Garantir la justice
- ▶ Lutte contre la corruption, la criminalité économique et le crime organisé
- ▶ Liberté d'expression et liberté des médias
- ▶ Gouvernance et participation démocratiques

EXEMPLES DE PROJETS

- ▶ Soutien à la mise en œuvre des normes européennes en matière de droits de l'homme et à la réforme de l'institution du médiateur
- ▶ Renforcement de la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique
- ▶ Renforcement de la protection des droits de l'homme pour les détenus
- ▶ Renforcement de la qualité et de l'efficacité de la justice
- ▶ Projet contre la criminalité économique au Kosovo*
- ▶ Promotion d'une culture scolaire démocratique et de la diversité à l'école

* Toute référence au Kosovo dans ce texte, qu'il s'agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.

→ COÛT TOTAL : 15 587 072 €
 → FINANCEMENT DISPONIBLE : 8 124 827 €
 → RESSOURCES NÉCESSAIRES : 7 462 245 €

PLAN D'ACTION POUR L'ARMÉNIE 2015-2018

THÈMES PRIORITAIRES

- ▶ Indépendance et efficacité de la justice
- ▶ Réforme de la justice pénale et lutte contre les mauvais traitements et l'impunité
- ▶ Justice constitutionnelle
- ▶ Application de la Convention et de la jurisprudence de la Cour
- ▶ Lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et la cybercriminalité
- ▶ Réforme de la police et des institutions pénitentiaires
- ▶ Démocratie locale
- ▶ Égalité de genre
- ▶ Élections

EXEMPLES DE PROJETS

- ▶ Soutien à la réforme de la justice – assistance juridique pour la rédaction du Code judiciaire et d'autres textes législatifs
- ▶ Assistance technique pour la mise en place d'un système efficace de responsabilité judiciaire
- ▶ Soutien à une application harmonisée des normes de droits de l'homme par les tribunaux arméniens
- ▶ Renforcement de la prévention et de la lutte contre les mauvais traitements dans les forces armées et la police d'Arménie
- ▶ Soutien à la mise en place d'un service de probation
- ▶ Assistance juridique et élaboration de politiques à l'appui de la réforme de la gouvernance locale

→ COÛT TOTAL : 16 447 533 €
 → FINANCEMENT DISPONIBLE : 10 704 454 €
 → RESSOURCES NÉCESSAIRES : 5 743 079 €

PLAN D'ACTION POUR L'AZERBAÏDJAN 2014-2016²

THÈMES PRIORITAIRES

- ▶ Indépendance et efficacité de la justice
- ▶ Application de la Convention et de la jurisprudence de la Cour
- ▶ Droits des détenus et lutte contre l'impunité et les mauvais traitements
- ▶ Lutte contre la corruption et la cybercriminalité
- ▶ Liberté des médias et société de l'information
- ▶ Liberté d'association et de réunion
- ▶ Pouvoirs locaux et assistance électorale
- ▶ Dialogue interculturel

EXEMPLES DE PROJETS

- ▶ Renforcement des capacités de l'École de la magistrature pour former des professionnels du droit
- ▶ Conception d'outils judiciaires pour accroître l'efficacité et la qualité des services judiciaires
- ▶ Prévenir et combattre la corruption: renforcement des capacités institutionnelles conformément aux recommandations du GRECO
- ▶ Renforcement des capacités pour les journalistes et les professionnels du droit afin de soutenir la liberté d'expression et l'indépendance des médias
- ▶ Soutien au dialogue avec la société civile
- ▶ Réforme du système pénitentiaire: renforcement des capacités pour le personnel médical et les directeurs des établissements pénitentiaires

2. Par décision du Comité des Ministres, la durée du Plan d'action pour l'Azerbaïdjan a été étendue jusqu'à la fin de 2017.

→ COÛT TOTAL : 13 800 000 €
 → FINANCEMENT DISPONIBLE : 7 890 592 €
 → RESSOURCES NÉCESSAIRES : 5 909 408 €

PLAN D'ACTION POUR LE BÉLARUS 2016-2017

THÈMES PRIORITAIRES

- ▶ Soutien à la réforme du système judiciaire
- ▶ Soutien au dialogue sur la question de la peine de mort
- ▶ Promotion et protection des droits de l'homme
- ▶ Gouvernance démocratique et réformes de l'enseignement supérieur
- ▶ Participation des jeunes et éducation aux droits de l'homme
- ▶ Bonne gouvernance et gestion efficace au niveau local

EXEMPLES DE PROJETS

- ▶ Soutien au Point information du Conseil de l'Europe à Minsk pour contribuer à mieux faire connaître les valeurs fondamentales, les instruments juridiques, les politiques et les activités du Conseil de l'Europe
- ▶ Renforcement des capacités pour la société civile, les organisations de jeunesse et les médias afin de favoriser les progrès dans les domaines de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme
- ▶ Coopération dans les domaines de la collaboration culturelle, de l'éducation, du système judiciaire, de l'égalité de genre, de la lutte contre la toxicomanie et le trafic de stupéfiants, et de la lutte contre la corruption et la cybercriminalité

→ COÛT TOTAL : 7 037 121 €
 → FINANCEMENT DISPONIBLE : 2 978 907 €
 → RESSOURCES NÉCESSAIRES : 4 058 214 €

PLAN D'ACTION POUR LA GÉORGIE 2016-2019

THÈMES PRIORITAIRES

- ▶ Protéger et promouvoir les droits de l'homme et la dignité
- ▶ Garantir les droits sociaux
- ▶ Indépendance et efficacité de la justice
- ▶ Lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent, la cybercriminalité et la manipulation de compétitions sportives
- ▶ Gouvernance démocratique
- ▶ Mesures de confiance

EXEMPLES DE PROJETS

- ▶ Renforcer l'indépendance de la justice et améliorer la formation des professionnels du droit
- ▶ Réforme des prisons : améliorer les conditions de vie des détenus et instaurer une approche nationale des soins psychiatriques axée sur les droits de l'homme
- ▶ Assistance électorale pour améliorer la surveillance du processus électoral et le règlement des différends électoraux
- ▶ Soutien à l'éducation multiculturelle, à l'apprentissage des langues et à la gestion du patrimoine architectural

→ COÛT TOTAL : 25 377 269 €
 → FINANCEMENT DISPONIBLE : 7 009 507 €
 → RESSOURCES NÉCESSAIRES : 18 367 762 €

PLAN D'ACTION POUR LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA 2017-2020

THÈMES PRIORITAIRES

- ▶ Lutte contre la discrimination et la traite des êtres humains
- ▶ Lutte contre la corruption, le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la cybercriminalité
- ▶ Indépendance et efficacité de la justice
- ▶ Liberté d'expression, radiodiffusion publique et société de l'information
- ▶ Éducation aux droits de l'homme
- ▶ Démocratie locale et décentralisation
- ▶ Promotion et protection des normes du Conseil de l'Europe dans les zones de conflit non résolu

EXEMPLES DE PROJETS

- ▶ Soutien continu à la réforme de la justice pénale de la République de Moldova
- ▶ Lutter contre la corruption par la répression et la prévention
- ▶ Soutenir la création de normes et d'indicateurs en matière de gestion de ressources humaines et leur transposition en termes de législation et de pratique
- ▶ Mesures de confiance : impliquer des représentants des deux rives du Nistru/Dniestr

→ COÛT TOTAL : 17 799 000 €
 → FINANCEMENT DISPONIBLE : 5 022 694 €
 → RESSOURCES NÉCESSAIRES : 12 776 306 €

PLAN D'ACTION POUR L'UKRAÏNE 2015-2017

THÈMES PRIORITAIRES

- ▶ Réforme constitutionnelle
- ▶ Indépendance et efficacité de la justice
- ▶ Institutions démocratiques ; médiateur
- ▶ Démocratie locale
- ▶ Lutte contre la criminalité économique
- ▶ Réforme de la police et des prisons
- ▶ Prévention de la torture et des mauvais traitements, et lutte contre l'impunité
- ▶ Liberté des médias et société de l'information
- ▶ Lutte contre la discrimination et protection des minorités
- ▶ Lutte contre la violence à l'égard des groupes vulnérables – en particulier les femmes et les enfants

EXEMPLES DE PROJETS

- ▶ Aide législative à la réforme de décentralisation
- ▶ Soutien à la réforme territoriale et renforcement des capacités des fonctionnaires et des élus locaux
- ▶ Soutien à la stratégie nationale et au plan d'action pour les droits de l'homme en Ukraine
- ▶ Renforcement de la protection des droits de l'homme des personnes déplacées
- ▶ Assistance à la rédaction de textes législatifs sur le système judiciaire
- ▶ Assistance juridique pour prévenir et combattre la corruption politique
- ▶ Soutien à la mise en place d'un radiodiffuseur de service public

→ COÛT TOTAL : 45 000 000 €
 → FINANCEMENT DISPONIBLE : 26 587 190 €
 → RESSOURCES NÉCESSAIRES : 18 412 810 €



PRIORITÉS DE COOPÉRATION AVEC LE VOISINAGE POUR LE KAZAKHSTAN 2014-2017

THÈMES PRIORITAIRES

- ▶ Réforme du système de justice pénale
- ▶ Renforcement des capacités des magistrats et des autres professions juridiques
- ▶ Promotion des conventions du Conseil de l'Europe

EXEMPLES DE PROJETS

- ▶ Soutien aux autorités kazakhes pour améliorer la qualité et l'efficacité du système judiciaire kazakh

→ COÛT TOTAL : 1 667 000 €
 → FINANCEMENT DISPONIBLE : 1 667 000 €
 → RESSOURCES NÉCESSAIRES : 0 €

PRIORITÉS DE COOPÉRATION AVEC LE VOISINAGE POUR LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE 2015-2017

THÈMES PRIORITAIRES

- ▶ Indépendance et efficacité du système de justice
- ▶ Coopération au sujet des conventions du Conseil de l'Europe
- ▶ Qualité et efficacité du système de justice constitutionnel, de l'administration électorale et de l'accès à la justice
- ▶ Lutte contre la corruption
- ▶ Gouvernance démocratique et éducation aux droits de l'homme
- ▶ Coopération avec l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
- ▶ Démocratie locale et régionale

EXEMPLES DE PROJETS

- ▶ Renforcement de la prévention et de la lutte contre la corruption
- ▶ Renforcement de la démocratie au moyen d'une réforme électorale
- ▶ Création d'une École d'études politiques en République kirghize
- ▶ Octroi au Parlement de la République kirghize du statut de partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

→ COÛT TOTAL : 3 400 000 €
 → FINANCEMENT DISPONIBLE : 1 480 806 €
 → RESSOURCES NÉCESSAIRES : 1 919 194 €

PARTENARIAT DE VOISINAGE AVEC LE ROYAUME HACHÉMITE DE JORDANIE 2015-2017

THÈMES PRIORITAIRES

- ▶ Réforme constitutionnelle, nouvelle législation et nouvelles structures de gouvernance
- ▶ Indépendance et efficacité de la justice
- ▶ Coopération au sujet des conventions du Conseil de l'Europe en vue de créer un espace juridique commun
- ▶ Lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et la cybercriminalité
- ▶ Droits des femmes et des enfants
- ▶ Gouvernance démocratique et éducation aux droits de l'homme
- ▶ Coopération interparlementaire

EXEMPLES DE PROJETS

- ▶ Mise en place de la Cour constitutionnelle, avec le soutien de la Commission de Venise
- ▶ Sensibilisation aux normes européennes dans le domaine de la justice
- ▶ Sensibilisation aux avantages liés à l'adhésion aux conventions du Conseil de l'Europe
- ▶ Assistance pour une analyse sectorielle approfondie des risques de financement du terrorisme en vue de combattre celui-ci
- ▶ Octroi au Parlement de Jordanie du statut de partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

→ COÛT TOTAL : 2 000 000 €
 → FINANCEMENT DISPONIBLE : 1 575 000 €
 → RESSOURCES NÉCESSAIRES : 425 000 €

PARTENARIAT DE VOISINAGE AVEC LE MAROC 2015-2017

THÈMES PRIORITAIRES

- ▶ Indépendance et efficacité de la justice
- ▶ Réforme constitutionnelle, nouvelle législation et nouvelles structures de gouvernance
- ▶ Coopération sur certaines conventions pour créer un espace juridique commun
- ▶ Prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants
- ▶ Lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et la cybercriminalité
- ▶ Coopération interparlementaire
- ▶ Liberté d'expression et indépendance des médias
- ▶ Démocratie participative et société civile
- ▶ Gouvernance démocratique et éducation aux droits de l'homme

EXEMPLES DE PROJETS

- ▶ Aide au processus de réforme institutionnelle, mené par la Commission de Venise
- ▶ Octroi au Parlement du Maroc du statut de partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
- ▶ Octroi au Maroc du statut d'observateur auprès de la CEPEJ
- ▶ Soutien au développement organisationnel de l'autorité marocaine de lutte contre la corruption et assistance à l'analyse des risques liés à la corruption dans certains domaines spécifiques
- ▶ Soutien à la création et au fonctionnement d'un Mécanisme national de prévention de la torture

→ COÛT TOTAL : 6 250 000 €
 → FINANCEMENT DISPONIBLE : 5 850 000 €
 → RESSOURCES NÉCESSAIRES : 395 000 €

PARTENARIAT DE VOISINAGE AVEC LA TUNISIE 2015-2017

THÈMES PRIORITAIRES

- ▶ Indépendance et efficacité de la justice
- ▶ Réforme constitutionnelle, nouvelle législation et nouvelles structures de gouvernance
- ▶ Promotion des conventions du Conseil de l'Europe pour créer un espace juridique commun
- ▶ Lutte contre la traite des êtres humains
- ▶ Prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants
- ▶ Lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le terrorisme
- ▶ Liberté d'expression et indépendance des médias
- ▶ Coopération interparlementaire
- ▶ Formation à la gouvernance démocratique et éducation aux droits de l'homme

EXEMPLES DE PROJETS

- ▶ Soutien de la Commission de Venise à la mise en œuvre de la nouvelle Constitution
- ▶ Soutien à la mise en œuvre de la nouvelle législation relative à la lutte contre la traite des êtres humains
- ▶ Octroi à la Tunisie du statut d'observateur auprès de la CEPEJ
- ▶ Assistance juridique à l'instance nationale en charge de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption ; évaluation du cadre et des recommandations anti-corruption
- ▶ Soutien à la création et au fonctionnement d'un Mécanisme national de prévention de la torture

→ COÛT TOTAL : 5 443 000 €
 → FINANCEMENT DISPONIBLE : 4 993 000 €
 → RESSOURCES NÉCESSAIRES : 450 000 €

PRIORITÉS DE COOPÉRATION DE VOISINAGE AVEC LA PALESTINE** 2016-2017

THÈMES PRIORITAIRES

- ▶ Prévention de la violence domestique
- ▶ Réforme de la justice
- ▶ Prévention et lutte contre la corruption
- ▶ Coopération interparlementaire

** Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice de la position de chaque État membre du Conseil de l'Europe sur cette question

→ COÛT TOTAL : 355 000 €
 → FINANCEMENT DISPONIBLE : 355 000 €
 → RESSOURCES NÉCESSAIRES : 0 €

PLANS D'ACTION THÉMATIQUES

Le **Plan d'action sur la construction de sociétés inclusives (2016-2019)** prévoit des activités dans les domaines de l'éducation, de la lutte contre la discrimination et de l'intégration effective. Il aidera les États membres à gérer la diversité au moyen de politiques favorisant la compréhension et le respect mutuels.

Le **Plan d'action sur la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation conduisant au terrorisme** comprend une initiative visant à renforcer les cadres juridiques contre le terrorisme et l'extrémisme violent et à prévenir et combattre la radicalisation violente au moyen de mesures concrètes dans les secteurs publics, en particulier les écoles et les prisons, et sur internet.

Le **Plan d'action thématique sur l'intégration des Roms et des Gens du voyage (2016-2019)** prône la mise en place de politiques inclusives et de solutions locales pour les personnes les plus vulnérables d'Europe.

Le **Plan d'action pour renforcer l'indépendance et l'impartialité de la justice (2016-2021)** prône l'élaboration de garanties juridiques formelles pour l'indépendance et l'impartialité de la justice, ainsi que de structures, de politiques et de pratiques pour le bon fonctionnement du pouvoir judiciaire dans une société démocratique.

Le Plan d'action sur la protection des enfants réfugiés et migrants en Europe aidera à intensifier la coopération avec les autorités nationales en vue d'améliorer la situation, la sécurité et la prise en charge des enfants migrants et demandeurs d'asile.



ANNEXES

ANNEXE 1 : RESSOURCES EXTRABUDGÉTAIRES – BESOINS TOTAUX 2017³

	Total financé (€)	Besoins non financés (€)
DROITS DE L'HOMME	33 346 200	34 599 300
PROTÉGER LES DROITS DE L'HOMME	24 002 100	13 912 700
Renforcer l'efficacité du système de la Convention aux niveaux national et européen	21 874 800	10 102 400
Exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme	0	1 500 000
Cour européenne des droits de l'homme	2 127 200	2 310 300
PROMOUVOIR LES DROITS DE L'HOMME ET LA DIGNITÉ	6 064 900	11 178 200
Droits des enfants	35 200	1 314 800
Commissaire aux droits de l'homme	23 800	76 200
Égalité et diversité (GREVIO)	1 808 000	6 201 100
Minorités – Minorités nationales, langues régionales ou minoritaires	1 292 200	750 000
Promouvoir l'intégration sociale et le respect des droits de l'homme – Roms, migrants	2 905 600	2 336 200
Racisme et intolérance (ECRI)	0	500 000
GARANTIR LES DROITS SOCIAUX	3 279 200	9 508 300
Bioéthique – Abus et trafic de drogues (Groupe Pompidou)	1 110 700	2 053 900
Direction européenne de la qualité du médicament (DEQM, Pharmacopée)	2 168 500	3 979 300
Charte sociale européenne et Code européen de sécurité sociale		3 475 000
ÉTAT DE DROIT	46 979 300	27 717 600
GARANTIR LA JUSTICE	22 236 900	13 198 100
Indépendance et efficacité de la justice	16 100 400	7 021 900
Prisons et police	6 136 500	6 176 200
RENFORCER L'ÉTAT DE DROIT	7 032 100	6 444 300
Développement et mise en œuvre de normes et de politiques communes	446 400	194 500
Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)	2 389 900	1 135 200
Société de l'information et gouvernance de l'internet	4 195 800	5 114 600
LUTTER CONTRE LES MENACES ENVERS L'ÉTAT DE DROIT	17 710 300	8 075 300
Corruption et menaces contre l'État de droit (MONEYVAL – GRETA – GRECO)	16 865 700	7 508 800
Sport et intégrité (APES)	844 600	566 500

3. Correspond au Programme et budget du Conseil de l'Europe 2016-2017 (Ajusté 2017).

	Total financé (€)	Besoins non financés (€)
DÉMOCRATIE	19 885 100	23 889 400
RENFORCER LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE ET PROMOUVOIR L'INNOVATION	14 234 000	13 041 700
Construire des sociétés inclusives (Secrétariat de la Banque de développement du Conseil de l'Europe)	215 100	338 700
Congrès des pouvoirs locaux et régionaux	2 783 700	850 000
Gouvernance démocratique	8 582 200	4 827 400
Assemblée parlementaire	1 120 900	1 577 700
Renforcer le dialogue démocratique	1 532 000	5 447 900
PROMOUVOIR LA PARTICIPATION ET LA DIVERSITÉ	5 651 100	10 847 700
Éducation à la citoyenneté démocratique (Centre européen pour les langues vivantes – Centre Nord-Sud)	3 752 800	6 738 400
Valoriser la culture, la nature et le patrimoine (Eurimages - Itinéraires culturels - Risques naturels (EUR-OPA) - Observatoire européen de l'audiovisuel)	1 268 600	1 504 700
Jeunesse pour la démocratie (Fonds européen pour la jeunesse – Mobilité des jeunes par la Carte Jeunes)	629 700	2 604 600
ORGANES DIRECTEURS, SERVICES GÉNÉRAUX ET AUTRES	363 000	430 800
Présence extérieure	353 000	0
Affaires politiques, planification politique et relations extérieures	10 000	430 800
GRAND TOTAL	100 573 600	86 637 100

ANNEXE 2: RESSOURCES EXTRABUDGÉTAIRES – RECETTES 2016

États membres		
1	Norvège	5 884 900,74
2	Suède	2 598 196,21
3	Fonds fiduciaire pour les Droits de l'homme	1 924 454,44
4	Suisse	1 229 641,33
5	Royaume-Uni	1 041 539,34
6	France	668 912,42
7	Luxembourg	492 369,12
8	Allemagne	449 388,50
9	Italie	398 639,58
10	Finlande	334 987,80
11	Roumanie	255 505,43
12	Pays-Bas	237 500,00
13	Mécanisme de subvention de l'Espace économique européen (EEE)	218 550,00
14	Turquie	215 098,23
15	Pologne	190 501,38
16	Irlande	165 021,10
17	Belgique	130 228,42
18	Liechtenstein	122 609,60
19	Danemark	121 212,88
20	Portugal	115 000,00
21	Monaco	83 252,46
22	République tchèque	71 100,51
23	Estonie	66 717,48
24	Autriche	66 683,98
25	Fédération de Russie	54 739,23
26	Bulgarie	48 423,92
27	Hongrie	40 344,45
28	Croatie	23 563,49
29	Andorre	23 356,28
30	Malte	22 735,49
31	Lituanie	20 000,00
32	Slovénie	19 079,00
33	Serbie	18 829,54
34	Chypre	14 944,08
35	Espagne	14 000,00
36	République slovaque	12 798,61
37	Lettonie	11 172,47
38	Islande	9 250,18
39	Azerbaïdjan	6 192,31
40	République de Moldova	724,08
Total member states		17 422 164,08

États observateurs		
1	Etas-Unis d'Amérique	222 750,00
2	Japon	41 410,00
Total Observers		264 160

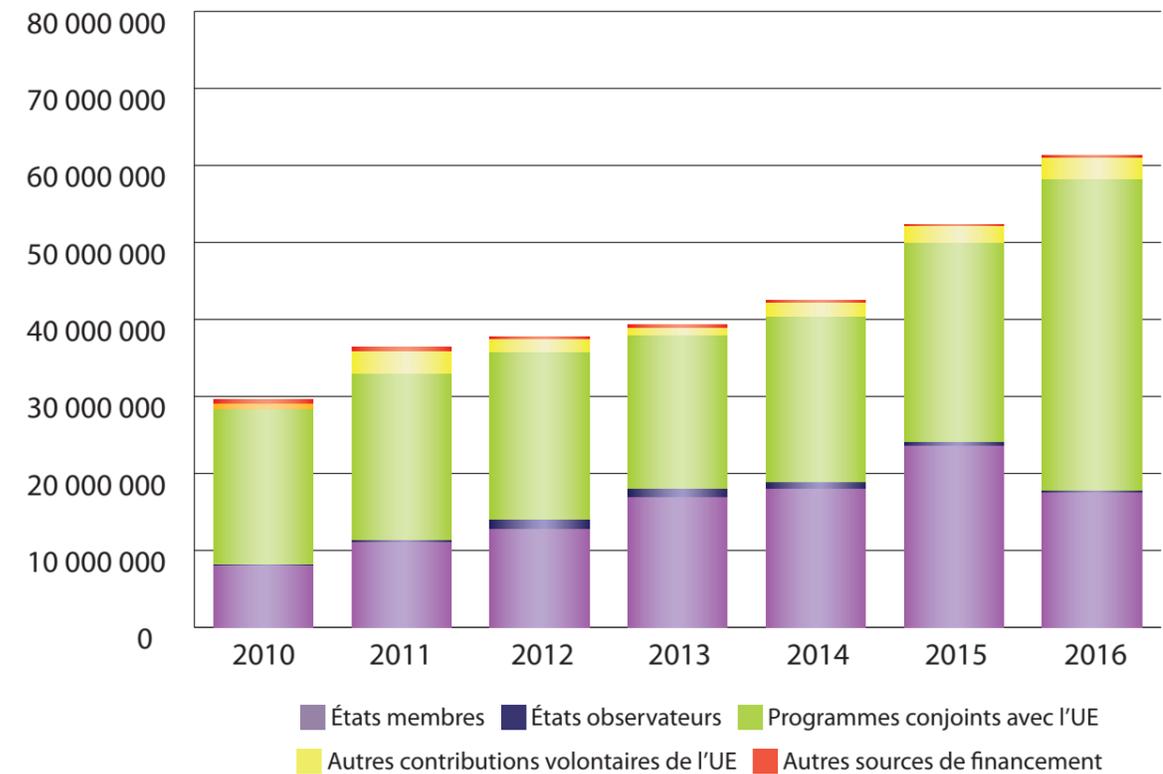
Union européenne		
1	Programmes conjoints	40 508 479,34
2	Contributions volontaires	2 703 155,00
Total European Union		43 211 634,34

Autres		
1	Réseau Aga Khan de développement	50 000,00
2	Nations Unies	43 492,00
3	Israël	39 945,00
4	Ile de Mann	36 730,00
5	Etat de Guernesey	36 730,00
6	Etat de Jersey	36 730,00
7	Fondation A.G. Leventis	34 872,00
8	Gibraltar	24 000,00
9	Fondation du Japon	13 665,75
10	Université de Nottingham	12 639,32
11	Fondation Charta 77	7 500,00
12	Vaclav Havel Library	7 500,00
13	Coopérative Internationale de Recherche et d'Action en matière de Communication	6 000,00
14	Fondation européenne de la culture	4 000,00
15	Organisation internationale de la Francophonie	2 206,97
16	Association Internationale des Anciens du Conseil de l'Europe	2 000,00
Total Autres		358 011,04

GRAND TOTAL 2016 61 255 969,46

4. Allemagne, Finlande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse.
5. Islande, Liechtenstein, Norvège.

ANNEXE 3: RESSOURCES EXTRABUDGÉTAIRES – RECETTES 2010-2016



Cet appel décrit les objectifs, les priorités et les besoins de financement approuvés dans le Programme et budget 2016-2017 du Conseil de l'Europe. Il souligne les secteurs d'activité du Conseil de l'Europe qui ont besoin de financements supplémentaires.

Les contributions extrabudgétaires sont une ressource essentielle pour le Conseil de l'Europe et constituent la principale source de financement des activités d'assistance technique et de coopération de l'Organisation.

Le Conseil de l'Europe accepte des contributions volontaires des États membres, des États observateurs, des États non membres, de l'Union européenne, d'organisations internationales, de fondations, du secteur privé et d'individus qui partagent les objectifs et les valeurs de l'Organisation. Nous sollicitons et acceptons des contributions volontaires pour des projets approuvés dans le cadre du Programme et budget de l'Organisation, afin de garantir que les activités et les dépenses qu'elles entraînent, quelle que soit la source de financement, se concentrent sur les priorités fixées.

Pour plus d'informations sur les modalités de versement d'une contribution au Conseil de l'Europe, contactez le Secrétariat :

Division mobilisation des ressources et relations
avec les donateurs
Bureau de la Direction générale des programmes
Avenue de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex

RMDR@coe.int
www.coe.int/fr/web/programmes
www.coe.int/humanrightstrustfund

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il compte 47 États membres, dont 28 sont également membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

www.coe.int

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE